



## DÉLIBÉRATIONS

Le 18 décembre 2024 à 11h50 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Katherine COEUFF, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON

Étaient représentés :

Madame LAMBARD Annick ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,  
Monsieur MAYER-ROSSIGNOL Nicolas ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE  
Madame VACHE-PICAT Mireille ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Étaient excusés :

Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Secrétaire de séance :

Madame Laure GUILLARD, Responsable du Service Administratif et Financier du C.C.A.S. de Rouen

**Date de convocation : 11 décembre 2024**



## DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024144-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

**22 ARRÊT DE L'ACTIVITÉ DE L'ATELIER**

MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis sa création en 2005, l'Atelier aide les personnes à s'engager dans une démarche d'insertion sociale en proposant un accompagnement social via une activité autour du meuble (enlèvement, remise en état, don à des personnes en précarité accédant à un logement) permettant la valorisation et la mise en mouvement des bénéficiaires.

L'Atelier est un dispositif intégré au Secteur Urgence et Insertion Sociales (S.U.I.S.) du Service Actions et Insertion Sociales (S.A.I.S.) qui comprend également deux autres dispositifs :

- La Domiciliation : ce dispositif permet à toute personne n'ayant pas de domicile stable de disposer d'une adresse postale pour recevoir son courrier et accéder aux droits,
- La Chaloupe : cet accueil de jour est destiné aux personnes majeures en grande difficultés sociales, sans domicile et dont l'état de santé nécessite un accueil.

Depuis mars 2016, l'Atelier est implanté au 18 avenue des 4 cantons sur le quartier prioritaire des Hauts de Rouen. Le C.C.A.S. de Rouen a signé un bail commercial pour occuper ce bâtiment d'activité à vocation artisanale d'une superficie totale de 886 m². En parallèle, une convention lie le C.C.A.S. de Rouen et la Régie des quartiers pour la sous-location d'environ la moitié de cet espace.

À la suite d'alertes de la Direction du Patrimoine Bâti (D.P.B.) de la Ville de Rouen en matière de risques incendie sur cet équipement et au regard de la difficulté à pouvoir y apporter une réponse technique satisfaisante, la décision a été prise en juin 2024 de dénoncer le bail en prévision de son échéance au 9 mars 2025. Des travaux de remise en état, en cours d'estimation, seront à réaliser pour cette échéance.

De plus, il est constaté que l'Atelier peine à toucher le public visé (bénéficiaires du R.S.A.), dans le cadre des financements accordés par le Fonds Social Européen (F.S.E.+) via le Département de la Seine-Maritime, ce qui interroge également la pérennité de cette offre de service.

En effet, celui-ci est désormais majoritairement composé de personnes migrantes en attente de régularisation de leur situation administrative. Ces personnes viennent de toute la Métropole pour y trouver un lieu d'échange. Le C.C.A.S. a engagé un accompagnement renforcé des usagers avec la mise en place de permanences sur site depuis octobre de la référente migrants. Par ailleurs, des échanges se tiennent avec des partenaires en charge de ces publics pour identifier quelles pourraient être les alternatives à envisager au regard de leurs besoins prioritaires. Ce travail se poursuivra au cours des prochains mois dans le cadre de la démarche « Rouen Ville Accueillante ».

Par ailleurs, l'Atelier rencontre depuis plusieurs années des difficultés de fonctionnement en raison d'un absentéisme important (2 longs arrêts maladie sur une équipe de 3 agents) qui a dû être compensé par un renfort d'un effectif en provenance de la Chaloupe. A cela s'ajoutera le départ en retraite en 2025 du cadre technique de l'Atelier.

Pour précisions, dans l'attente de la redéfinition des modalités d'accompagnement des publics accueillis à l'Atelier, les supports de poste sont conservés dans les effectifs du C.C.A.S.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments il est proposé de mettre fin à l'activité de l'Atelier. Cette proposition a fait l'objet d'une présentation en Comité Social Territorial pour avis.

## DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024144-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment les articles R 123-20 et R 315-4,

VU l'Avis du Comité Social Territorial,

VU le Programme opérationnel national du Fonds Social Européen pour l'emploi et l'inclusion en métropole, validé le 10 octobre 2014 par la Commission Européenne,

VU le Document d'orientation des appels à projets 2023-2025 adopté par la Commission permanente du Département le 04 juillet 2022,

CONSIDÉRANT la fin du bail de location au 9 mars 2025,

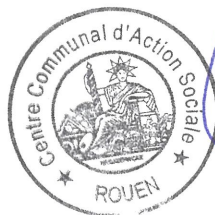
CONSIDÉRANT que l'activité de l'Atelier ne relève pas des missions obligatoires d'un C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT la poursuite du travail avec les partenaires et les services du C.C.A.S. pour assurer l'accompagnement des bénéficiaires.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- 1 - Décide de mettre fin à l'activité de l'Atelier au 31 décembre 2024,
- 2 - Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer tout document relatif à cette décision.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.



POUR EXTRAIT CONFORME,  
La Présidente de Séance,

Caroline DUTARTE  
Vice-Présidente du C.C.A.S.

*Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.*